

Espagne 1930-1939 : **« fascisme ou révolution sociale »**

Il y a 80 ans, en Espagne, le 17 juillet 1936 un putsch militaire dirigé par quelques généraux, parmi lesquels Franco, tentait de renverser le pouvoir républicain de Front populaire. Dès le lendemain, le 18, à Barcelone, Madrid, et bien d'autres villes, les travailleurs descendaient dans la rue, s'affrontaient aux militaires, prenaient les casernes, mettaient un coup d'arrêt au « pronunciamiento ».

Commençait alors une guerre civile qui allait durer presque trois ans et est restée, dans « l'histoire officielle », comme un affrontement décisif entre « le fascisme » et « la démocratie ». Les armées de Franco et la Phalange fasciste étaient appuyées par une aide massive en matériel et en troupes fournies par l'Italie et l'Allemagne fascistes. Les troupes de la République, mal armées, mal entraînées, recevront l'« aide » de l'URSS et des Brigades internationales, tandis que les « démocraties » - la France du Front populaire et la Grande Bretagne- se cantonnaient à une politique hypocrite de « non intervention »...



L'horreur de cette guerre civile, le fait qu'elle ait débouché sur l'instauration de la dictature franquiste, qu'elle ait fait également l'objet d'une propagande stalinienne mensongère, a contribué à masquer une autre réalité : l'intervention des masses populaires le 18 juillet allait bien au-delà de la défense du pouvoir républicain contre les « généraux félons », c'était une révolution sociale qui éclatait, aboutissement d'années de révolte, d'exacerbation de la lutte des classes.

Cette révolution allaient immédiatement se heurter, dans le camp « républicain », à un combat sans merci mené par les dirigeants staliniens, socialistes, républicains bourgeois, nationalistes catalans..., qui justifiaient leur politique contre révolutionnaire au nom du fait que l'urgence était « *la défense de la démocratie contre le fascisme* », « *pour la révolution, on verrait plus tard* ». En réalité, c'était l'affrontement de classe qui se poursuivait dans le camp de la république dans lequel se mettait en place, à l'initiative des masses populaires, une nouvelle organisation économique et politique, un pouvoir des travailleurs : « sauver la démocratie », c'est-à-dire rétablir le contrôle de la bourgeoisie sur l'économie et le pouvoir d'Etat, exigeait la liquidation de cette révolution...

L'affrontement s'achevait début mai 1937 à Barcelone par la « victoire » des tenants de la « démocratie », qui n'ont pas hésité pas à liquider physiquement nombre de militants révolutionnaires, taxés de complicité avec le fascisme. Mais en détruisant le processus révolutionnaire en cours, les contre-révolutionnaires « antifascistes » désarmaient aussi les forces vives de la guerre contre Franco et condamnaient, de ce fait, leur camp à la défaite. C'était chose faite en mars 1939, avec l'entrée des troupes franquistes dans Madrid, le début de 36 années de dictature fasciste...

Cette histoire reste pour les militants anticapitalistes révolutionnaires d'aujourd'hui riche d'enseignements précieux, sur lesquels la commémoration des événements de juillet 36 nous donne l'occasion de revenir aujourd'hui.

L'Espagne en 1930 : un pays semi-féodal, semi-colonial

Le coup d'État des militaires, l'insurrection populaire qui s'y oppose, la révolution qui démarre, la guerre civile qui s'installe sont le produit des processus en action au sein de la société espagnole, de ses particularités économiques, sociales et politiques. Avec la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb en 1492 et la « conquista » qui l'a suivie, l'Espagne a été, pendant deux siècles, la première puissance européenne, régnaient sur un immense empire colonial dont elle pillait systématiquement les richesses. Mais ce pillage, loin de lui profiter et de lui permettre de se doter d'une structure économique moderne, a au contraire contribué à l'enrichissement et au développement des bourgeoisies anglaises, françaises, hollandaises, qui vont peu à peu prendre la main, tandis que les classes dominantes espagnoles stagnent dans un semi-féodalisme parasitaire. Au point qu'au début du 20^{ème} siècle, après avoir perdu toutes ses colonies d'Amérique du Sud et du Centre, le royaume espagnol se retrouve relégué au dernier rang des puissances européennes, à un stade économique semi-féodal.

L'agriculture

Cela se traduit d'abord dans la place qu'occupe l'agriculture dans l'économie espagnole, et son état : elle emploie 70 % de la population active ; elle est la plus arriérée d'Europe, utilisant des méthodes archaïques, laissant 30 % des terres cultivables en friche, faute de moyens techniques et de connaissances pour les fertiliser ; la structure de la propriété foncière est

directement héritée du moyen-âge : 50 % des terres sont entre les mains de grands propriétaires fonciers, les *terratenientes*, dont certains possèdent des domaines pouvant aller jusqu'à 79 000 hectares, exploitant 2 millions d'ouvriers agricoles -les *braceros*- vivant dans des conditions extrêmement précaires. Ces grands domaines se rencontrent surtout en Andalousie et en Extrémadure.

Dans d'autres provinces existe une multitude de très petits propriétaires, obligés, pour compléter les ressources tirés de leurs terres, de se louer à la journée sur d'autres propriétés plus importantes. A leurs côtés, une multitude de métayers sont réduits à la misère par des contrats iniques. Il y a 1,5 millions de paysans très pauvres.

Dans quelques régions fertiles seulement, comme la Navarre, la paysannerie échappe à la misère.

Cette situation est une source permanente d'affrontements violents, de révoltes de la paysannerie, qui posent dans les faits l'urgence d'une réforme agraire.

L'industrie

L'industrie espagnole s'est développée tardivement, et de façon limitée. Il n'existe en fait que deux régions réellement industrielles : le Pays Basque, où l'on trouve une industrie métallurgique moderne et concentrée ; la Catalogne, où se trouve une industrie textile, plus importante en production, mais divisée en une multitude de petites et moyennes entreprises.

L'Espagne possède aussi des mines, dans les Asturies (fer et charbon) et en Andalousie, dans le site du Rio Tinto.

Il n'y pas de véritable bourgeoisie industrielle. La propriété minière et industrielle est surtout entre les mains de capitaux étrangers et de capitaux appartenant aux grands propriétaires terriens, soit directement, soit par le biais des banques dont ils sont actionnaires. Cette mainmise du capital international - associé aux sommets de la propriété foncière espagnole -, sur les entreprises industrielles et les mines se retrouve aussi dans les services publics : chemins de fer, électricité, tramways, téléphone... L'Espagne est non seulement un pays semi-féodal, mais aussi un pays semi-colonial.

L'industrie, les mines, les services publics, exploitent entre 2 et 3 millions d'ouvriers.

Les classes dominantes

Au sommet de la pyramide sociale se trouvent les grands propriétaires fonciers, « grands d'Espagne » qui portent toujours leurs titres de noblesse, mais investissent aussi leur argent dans les banques, les grandes industries, la spéculation financière et foncière. Cette caste constitue une oligarchie concentrant dans les mêmes mains les restes du vieux monde féodal et le côté le plus « avancé » du capitalisme, le capital financier. C'est ce double parasitisme qui caractérise ce que l'on peut appeler la grande bourgeoisie espagnole.

En 1930, elle est essentiellement organisée dans deux partis monarchistes, « Alphonstistes » et « Carlistes », résidus de guerres civiles dynastiques du 19^{ème} siècle. A noter qu'il est resté de cette période une organisation paramilitaire « carliste » particulièrement réactionnaire, les « requetes », que l'on retrouvera dans les rangs franquistes pendant la guerre civile.

La royauté est la forme du pouvoir de cette classe dominante, extrêmement conservatrice, s'attachant d'autant plus à ses « traditions » que la situation de crise chronique qui frappe le pays est une source permanente d'instabilité.

Elle peut compter dans cette tâche sur l'appui indéfectible de l'Église et de l'armée.

L'Église catholique est une caricature du caractère féodal de l'Espagne : elle compte plus de 80 000 curés, moines, bonnes sœurs, sans compter les évêques et les cardinaux. Avec son statut de religion d'État, sa mainmise sur la majeure partie de l'enseignement, elle assure avec ferveur le soutien idéologique du pouvoir de classe.

Mais cette ardeur réactionnaire ne doit rien à l'opération du Saint-Esprit, elle a des racines bien terrestres : avec ses 11 000 domaines, l'Église espagnole est un des plus grands propriétaires fonciers d'Espagne. A l'instar de ses confrères laïcs, elle n'hésite pas à faire fructifier ses capitaux : elle est parmi les plus gros actionnaires des banques et des mines...

Cela lui vaut d'être l'objet d'une haine féroce dans certaines régions, haine qui se traduit par des pillages, des incendies d'églises ou de couvents...

L'armée espagnole est à l'avenant... Avec ses 15 000 officiers et ses 800 généraux -1 général pour 100 soldats...-, le corps des officiers est le refuge des « señoritos », les « fils à papa », rejetons des familles de l'oligarchie qui y trouvent le moyen de vivre aux crochets de l'État, tout en exerçant le noble métier de souteneurs de la « grandeur » du royaume et de ses traditions les plus réactionnaires.

Les troupes sont mal équipées, mal entraînées. Elles ont perdu toutes les guerres auxquelles l'Espagne a été confrontée depuis le début du 19^{ème} siècle et sont surtout spécialisées dans le maintien de l'ordre intérieur. Seules se détachent du lot la légion espagnole (*tercio*) et les « troupes maures », composée de « volontaires » marocains. Elles se sont aguerries à l'occasion de la guerre du Rif qui les a opposées, de 1921 à 1926, aux troupes indépendantistes d'Abdelkrim pour assurer le contrôle de l'Espagne sur le nord du Maroc. Elles étaient placées sous le commandement du lieutenant-colonel Franco et soutenues par des troupes coloniales françaises, commandées par Pétain...

Intimement liés à l'oligarchie, les sommets de la hiérarchie militaire sont le garant de la stabilité de son pouvoir de classe : les généraux ont multiplié, depuis le début du 19^{ème} siècle, les coups d'État militaires, les « pronunciamientos »...

Parallèlement à ces partis monarchistes, il existe des partis bourgeois républicains, surtout implantés dans la petite bourgeoisie intellectuelle, regroupant des personnes pour qui toute une partie des contradictions qui frappent l'Espagne viennent du fait qu'elle n'a pas fait sa révolution démocratique bourgeoise, comme la France.

Enfin, il existe, principalement en Catalogne et au Pays Basque, les deux provinces industrielles, un fort courant indépendantiste, initié par la bourgeoisie locale :

- le *Parti nationaliste basque*, lié aux couches supérieures de la bourgeoisie basque ;
- la *Lliga catalane*, liée à la bourgeoisie catalane ;
- l'*Esquerra* (gauche) catalane, liée à la petite bourgeoisie et dont un des dirigeants les plus connus est Companys.

Les bourgeoisies basque et catalane voient dans l'indépendance de leur province la possibilité de se débarrasser de la tutelle de l'État « féodal » espagnol sans pour autant avoir besoin de le renverser. Cela lui permettrait de mettre en place les structures étatiques adaptées à ses besoins particuliers. Cette perspective trouve un fort écho dans la petite bourgeoisie et touche également toute une partie du mouvement ouvrier.

Le mouvement ouvrier en 1930

Le mouvement ouvrier espagnol est divisé en plusieurs organisations politiques et syndicales :

La CNT (Confédération nationale du travail) est un syndicat anarcho-syndicaliste. C'est la principale organisation syndicale, implantée aussi bien chez les ouvriers de l'industrie ou du bâtiment que dans les campagnes. Elle est associée à une organisation politique, la FAI (Fédération anarchiste ibérique) qui reprend les thèses développées par Bakounine : la révolution consiste à renverser le pouvoir existant, à instaurer des « communes » qui peuvent se fédérer, mais pas question de remplacer le pouvoir de la bourgeoisie par un pouvoir du prolétariat comme le défendent les marxistes. Pas question, disent-ils, de remplacer la dictature de la bourgeoisie par la dictature du prolétariat.

Le PSOE (Parti socialiste ouvrier d'Espagne) est membre de la II^{ème} internationale. C'est un véritable parti ouvrier, implanté également dans les campagnes. C'est aussi un parti réformiste... dans un pays où la vie parlementaire est inexistante, mais aussi dans un pays où les bases économiques du réformisme n'existent pas. Un syndicat lui est associé : l'UGT, Union générale de travailleurs, qui organise, comme la CNT, des ouvriers et des travailleurs des campagnes.

Le PCE (Parti communiste espagnol) est un tout petit parti. Il n'y a pas eu, en Espagne, comme en France au congrès de Tours, de grande scission du Parti socialiste suite à la révolution russe. Le parti communiste espagnol a été pour une part constitué par des militants anarcho-syndicalistes gagnés au bolchevisme. Il va ensuite suivre l'évolution de l'ensemble des partis de la 3^{ème} internationale, de plus en plus soumis à la politique stalinienne. En 1930, c'est la « 3^{ème} période », une période sectaire où il n'est pas question de faire la moindre unité avec les partis socialistes, traités de « social fascistes »...

Il existe également des organisations communistes « dissidentes » :

L'Opposition de gauche trotskyste, constituée en 1930, est dirigée par des anciens dirigeants et fondateurs du PCE, comme Andrés Nin ou Andrade, qui ont été exclus du parti communiste. Nin est un ancien membre de la CNT, délégué au 3^{ème} congrès de l'IC (date). Gagné aux idées du communisme, il devient un des dirigeants de l'Internationale syndicale rouge. Ami de Trotsky, il rejoint l'opposition de gauche en URSS, avant d'en être expulsé en 1930. Revenu en Espagne, il est un des principaux dirigeants de l'opposition de gauche espagnole. C'est en particulier à travers ses échanges avec Trotsky que l'on peut suivre les analyses de ce dernier sur l'évolution de la situation en Espagne.

La Fédération communiste Catalogne-Baléares de Joaquin Maurín a suivi ce dernier en 1930 lorsqu'il a été exclu du PCE pour refus de se plier aux consignes sectaires de la 3^{ème} période. Accusé de « trotskysme », il s'en défend et refuse de rejoindre l'opposition de gauche, considérant que les problèmes de la Catalogne sont spécifiques, une affaire de catalans...

L'urgence sociale et démocratique

Du fait des contradictions économiques qui l'agitent, l'Espagne est le théâtre de luttes sociales quasi-permanentes : soulèvements sporadiques dans les campagnes, avec instauration de « communes libertaires » aussitôt réprimés dans le sang par la Garde civile, grèves générales bloquant des villes entières... A cela s'ajoute une crise politique permanente, le pouvoir central ne tenant en place que par la répression, la dictature...

Les enjeux de cette lutte des classes sont en même temps sociaux - contre le chômage, les conditions de travail insupportables, pour les salaires... - et démocratiques - pour une juste répartition de la terre, pour la fin de la mainmise de l'Église sur la société, pour le règlement de la question nationale qui concerne les provinces basques et catalane, mais aussi le Maroc.

Développement inégal et combiné, révolution permanente...

Associant les côtés les plus arriérés du féodalisme avec les côtés les plus avancés du capitalisme, la domination du capital financier et de l'impérialisme, la situation économique, sociale et politique de l'Espagne est caractéristique de ce que l'on appelle un « développement inégal et combiné ». L'Espagne a « sauté » le stade du développement d'une bourgeoisie industrielle pour passer directement au stade du parasitisme financier, laissant en plan la réalisation des tâches de la révolution démocratique bourgeoise.

C'est le cas de la réforme agraire en particulier, qui aurait permis de répondre aux aspirations profondes de millions de travailleurs de la terre tout en donnant à l'industrie espagnole de multiples débouchés, dans la production d'équipements agricoles, d'engrais, etc.. Le saut par dessus cette étape a au contraire accumulé les contradictions qui rendent la situation explosive.

La bourgeoisie espagnole est organiquement incapable de mener ces réformes à bien. D'une part parce que ses sommets, de par leur double nature foncière et financière, sont opposés à toute réforme qui touche à leurs intérêts, à commencer par la réforme agraire. D'autre part parce que la bourgeoisie industrielle, qui aurait intérêt à cette « révolution démocratique », est trop faible pour même imaginer prendre la tête d'un mouvement social qui pourrait lui en donner la force.

La question de la révolution est pourtant posée en Espagne par l'urgence sociale et démocratique. Mais comme dans la Russie de 1917, seules les masses ouvrières et paysannes sont en mesure de mener à bien la résolution de l'urgence sociale et démocratique. Comme en Russie, la révolution ne peut pas se contenter de la mise en place d'une république démocratique bourgeoise : la faiblesse de la bourgeoisie industrielle, le fait que les sommets des classes dominantes y sont farouchement opposés, se traduirait inmanquablement par une réaction brutale, une contre-révolution qui balayerait les conquêtes sociales et démocratiques, restaurerait le vieil ordre social.

Les tâches de la révolution démocratique ne pourront être réalisées et leur résultat maintenu, que si les masses poussent leur révolution jusqu'au bout, jusqu'à la révolution sociale, l'instauration de leur propre pouvoir de classe sur les ruines de l'État bourgeois. En Espagne, la révolution sera « permanente » ou ne sera pas...

C'est cette analyse, faite par Trotsky dès le début des années 1930, qui étaye l'hypothèse que la seule possibilité pour le peuple espagnol de s'opposer à la réaction de l'oligarchie foncière et financière, de l'Église et de l'armée, c'est-à-dire en fin de compte au fascisme, est de mener la révolution jusqu'au bout.

L'alternative est posée : la révolution sociale ou le fascisme, le socialisme ou la barbarie.

Le contexte international

Avant de voir comment cette hypothèse va se vérifier au cours des années qui suivent, il faut dire un mot du contexte international dans lequel se joue le « drame espagnol », selon trois aspects : la grande crise de 1929, l'actualité du fascisme, l'actualité des idées de la révolution sociale.

La grande crise de 1929

Pays pauvre et économiquement arriéré, l'Espagne avait profité de son statut de pays neutre pendant la guerre de 14-18 pour vendre ses produits industriels et agricoles aux pays belligérants. Mais la période de prospérité et de développement qui en avait résulté s'était arrêtée avec l'armistice, laissant place à la récession, au chômage et déclenchant une vaste vague de mouvements sociaux.

La bourgeoisie y avait répondu en appelant au pouvoir en 1923, aux côtés du roi, le général Primo de Rivera, par le biais d'un coup d'État militaire. Depuis, le dictateur tentait de faire régner la « paix sociale », faisant payer aux travailleurs les frais d'une maigre reprise.

Mais cette reprise s'est achevée avec l'entrée dans la grande crise. La principale ressource de l'Espagne sur le marché international venait de l'exportation de ses produits miniers. La baisse des activités industrielles internationales diminue la demande, réduit les exportations. La situation sociale se dégrade de nouveau, et avec elle renait la contestation sociale. A tel point qu'en janvier 1930, devant la menace que cette dernière n'emporte tout sur son passage, l'oligarchie tente une manœuvre d'apaisement, en demandant à Primo de Rivera de laisser la place...

L'actualité du fascisme

En 1930, il y a à peine 8 ans que Mussolini est au pouvoir en Italie, où le fascisme a brisé la classe ouvrière, détruit ses organisations. En Allemagne, les nazis ne sont pas encore au pouvoir, mais ils font régner leur terreur dans les rues, attaquant les organisations ouvrières.

La menace fasciste est donc présente, bien palpable, pour tous les militants ouvriers ou démocratiques. Elle pose clairement l'alternative de l'affrontement qui se prépare : la victoire du camp des travailleurs, ou celle du fascisme avec sa perspective: la prison, la torture, la mort pour des centaines de milliers de travailleurs.

Le fascisme représente en même temps une perspective concrète pour toute une partie de la bourgeoisie et de ses soutiens, en Espagne comme ailleurs. Il lui apparaît comme le dernier rempart contre ce qu'elle craint le plus : la révolution sociale.

L'actualité des idées de la révolution sociale

La révolution sociale est, elle aussi, bien présente dans les esprits. Il y a à peine 13 ans que les ouvriers, les paysans et les soldats russes ont renversé, en février 1917, le pouvoir du Tsar, puis, en octobre, celui de la bourgeoisie pour instaurer leur propre gouvernement, faire leur révolution sociale.

C'est un formidable encouragement aux mobilisations, la preuve concrète que « c'est possible ». Et cela donne un objectif concret à leurs luttes sociales.

Mais il y a un revers à la médaille. Conséquence directe de l'enthousiasme que la révolution russe suscite chez les travailleurs du monde entier, l'URSS et son pouvoir ont une grande influence sur le mouvement ouvrier international et bénéficient d'une grande crédibilité. Le problème est que ce pouvoir a échappé en URSS à la démocratie ouvrière pour se concentrer entre les mains de la bureaucratie stalinienne qui ne recule devant aucun moyen pour maintenir son pouvoir.

Dans une brochure consacrée à la situation en Espagne écrite en 1931, La révolution espagnole et les dangers qui la menacent, Trotsky écrit : « *Les ouvriers espagnols se tournent avec confiance vers l'Union soviétique née de la révolution d'Octobre. Cet état d'esprit constitue un capital précieux pour le communisme. La défense de l'Union soviétique est le devoir de tout ouvrier révolutionnaire. Mais il ne faut pas permettre que l'on abuse de la fidélité des ouvriers à la révolution d'Octobre pour leur imposer une politique qui va à l'encontre de toutes les leçons et enseignements légués par Octobre.*

Il faut parler clairement. Il faut parler de façon à se faire entendre de l'avant-garde du prolétariat espagnol et international : un danger immédiat menace la révolution prolétarienne en Espagne, qui vient de la direction actuelle de l'Internationale Communiste. Toute révolution peut être anéantie, même la plus prometteuse : cela a été démontré par l'expérience de la révolution allemande de 1923 et, d'une façon encore plus éclatante, par celle de la révolution chinoise de 1925-1927. Dans ces deux cas, la débâcle eut pour cause immédiate une direction erronée. Aujourd'hui, c'est le tour de l'Espagne... »

1931-1933 : La « Bella niña »

De la chute de Primo de Rivera à la proclamation de la république

En janvier 1930, de crainte de voir la dictature emportée par la révolution, l'oligarchie demande la démission du « premier ministre », Primo de Rivera, qui obtempère. Il est remplacé par un autre général, Berenguer, chargé d'instituer une « royauté constitutionnelle », avec remise en place du parlement, les Cortes, qui avaient été remerciées par Primo de Rivera.

Pendant que la royauté et ses soutiens cherchent une issue à la crise politique dans un aménagement du régime, d'autres se préoccupent d'une autre perspective : la république. Le 17 août 1930, une conférence a lieu à Saint-Sébastien pour en discuter. Cette Conférence de Saint-Sébastien réunit des représentants des partis monarchiques, des partis républicains et du parti socialiste. Une déclaration en sort qui appelle à la constitution d'une république...

Le 12 décembre se produit une autre initiative dans le sens de la république, cette fois sous la forme d'un soulèvement militaire, à Jaca. Il est immédiatement stoppé et ses deux initiateurs, capitaines républicains, sont fusillés sur ordre du roi...

Mais rien ne pouvait éviter l'effondrement de la royauté. En février 1931, incapable de mener à bien ses réformes, Berenguer passe la main à un autre militaire, l'amiral Aznar. Ce dernier a l'idée d'organiser des élections qui seront, dans son esprit, une sorte de plébiscite pour le roi. Pour cela, il choisit des élections municipales plutôt que législatives, comptant sur le conservatisme des campagnes pour l'emporter. Les élections sont organisées le 12 avril 1931. Mauvais pronostic : ce sont les partis républicains qui l'emportent.

Devant le résultat, les sommets de l'État se consultent. La décision tombe le 14 avril : le roi annonce qu'il s'en va, sans pour autant abdiquer... La 2^{ème} République est proclamée, dans un immense enthousiasme populaire.

Accouchée sans douleur, cette République, c'est la « Bella niña », la belle enfant...

Gouvernement provisoire, constituante

Un gouvernement provisoire est immédiatement constitué, à partir des participants à la Conférence de Saint-Sébastien. Par sa composition, il s'agit d'un gouvernement d'« union nationale », dans lequel on trouve, entre autres : deux monarchistes, Alcalá Zamora, président et Maura, ministre de l'Intérieur ; un banquier libéral de Barcelone, Olwer, ministre de l'Économie ; un intellectuel républicain de gauche, Manuel Azaña, ministre de l'Armée ; trois socialistes, dont Indalecio Prieto, réformiste bon tain, directeur de presse et homme d'affaire de Bilbao, ministre des Finances et Francisco Largo Caballero, secrétaire général de l'UGT, ministre du Travail. Les deux sont dirigeants du parti socialiste. Largo Caballero avait, en d'autres temps, participé au ministère du travail sous la dictature de Primo de Rivera...

Des élections à des Cortes constituantes sont fixées au 28 juin. Elles confirment la majorité obtenue aux municipales par les républicains et les socialistes. Et, à l'issue des travaux de la constituante, en décembre 1931, un nouvel exécutif se met en place. Zamora devient président de la république. Azaña le remplace à la tête du gouvernement, dans lequel continuent à siéger les ministres socialistes.

Une « révolution par les urnes » ?

A voir comment de simples élections municipales ont mis à bas une royauté « éternelle » et l'ont remplacée par une République sans la moindre barricade, le moindre coup de feu, on peut se dire que ce n'est pas Mélenchon, mais bien le peuple espagnol qui a inventé la « *révolution par les urnes* »...

Mais cette révolution, si elle a fait tomber un régime politique et l'a remplacé par un autre, n'a pas changé la nature de classe du pouvoir. Le gouvernement s'est d'ailleurs empressé de déclarer qu'il n'était pas question de s'en prendre à la propriété privée, même si des « *expropriations* » étaient, en principe, envisageables au nom de l'« *intérêt supérieur de l'État* ».

En fait, si l'accouchement de la « *Bella niña* » s'est fait sans douleur, c'est bien parce que les sommets de l'oligarchie financière en ont décidé ainsi. Mis devant le fait accompli de la victoire républicaine aux municipales, ce sont les conseillers du roi eux même - le comte Romanones, un grand propriétaire foncier, le général Sanjurjo, patron de la Garde civile et ami du roi - qui lui ont recommandé de faire sa valise et donné leur accord pour la République. La même logique qui avait amené l'oligarchie à se débarrasser de Primo de Rivera pour tenter de calmer les revendications démocratiques du peuple excédé par la dictature, la conduit maintenant à utiliser le roi et le régime lui-même comme fusible : le peuple veut la république, donnons lui la république si ça peut nous permettre d'éviter le pire, c'est-à-dire la révolution sociale...

C'est bien pourquoi il n'y a pas de miracle : la révolution ne s'est faite par les urnes que parce que la bourgeoisie espagnole avait une frousse mortelle d'une vraie révolution...

Et rien n'est bien évidemment réglé des contradictions qui minent la société espagnoles et ont conduit à l'effondrement de la royauté.

Un gouvernement pris entre deux feux

La façon même dont la transition s'est effectuée entre les deux régimes fait que le gouvernement, et avec lui la République, se trouve immédiatement pris entre deux feux :

- D'une part, l'ampleur des aspirations populaires sur les questions sociales et démocratiques. Une ampleur qui s'est d'ailleurs renforcée avec l'espoir qu'a suscité l'avènement d'une république qui était depuis longtemps présentée par les républicains comme le moyen de mettre fin aux injustices les plus criantes.

- D'autre part, l'opposition résolue de l'oligarchie, de l'Église et de l'armée à toute mesure qui remette en cause leurs prérogatives, aussi bien matérielles qu'idéologiques. Autrement dit à toutes les réponses aux revendications sociales et démocratiques de la population...

La contradiction se manifeste dès les premières mesures prises par le gouvernement.

Cela commence sur le terrain de la question nationale. Dès la proclamation de la république à Madrid, les partis autonomistes catalans, *Lliga* et *Esquerra*, proclament la république catalane. Les partis monarchistes, attachés à l'intégrité d'un royaume espagnol qu'ils ne désespèrent pas de voir renaitre un jour, sont farouchement opposés à son éclatement. Le gouvernement central envoie trois ministres discuter avec les catalans, pour trouver un arrangement : le maintien de la Catalogne dans la nation espagnole, avec un statut particulier, la Généralité.

Cela se produit également sur le terrain social, avec des décrets signés Largo Caballero vis-à-vis de la petite paysannerie et qui s'en prennent directement aux intérêts de la propriété foncière, comme l'interdiction de chasser des paysans de leurs terres hypothéquées, ou encore l'extension aux ouvriers agricoles du droit du travail qui s'applique aux ouvriers industriels...

Mais le premier clash important viendra de l'Église. Le 6 mai 1931, le gouvernement décide que les élèves dont les parents en font la demande seront dispensés d'enseignement religieux. C'est le tollé chez les évêques. Le cardinal Segura, chef de l'Église espagnole, fait publier dans la presse catholique une lettre dans laquelle il s'insurge contre cette loi, appelant au renversement de cette république « provisoire » pour le retour à l'« Espagne de toujours ». La réaction est immédiate dans la jeunesse anticléricale : églises et couvents flambent. Les évêques demandent l'établissement de l'état de guerre. Le gouvernement refuse, exile Segura, rendu responsable des troubles, puis décrète la liberté des cultes, ce qui revient à supprimer à l'Église catholique son statut de religion d'État...

Le choix d'un « État fort »

La bourgeoisie a fait, entre le 12 et le 14 avril, le choix de la république, en se bouchant le nez, et en attendant mieux... Elle espérait avant tout que la république calmerait les ardeurs populaires sans toucher à ses propres intérêts. Force lui est de constater que c'est mission impossible...

Elle se tourne alors vers la seule solution susceptible de lui assurer ce qu'elle cherche : mettre en place « un État fort ». Pour cela, elle a deux options :

- La première est la méthode « traditionnelle », la mise en place d'une dictature militaire par un « pronunciamiento », un coup d'État militaire. C'est ce que tente, dès le 10 août 1932, le général Sanjurjo, ex-patron des Gardes civils, en garnison à Séville. Mais la grève générale est immédiatement déclenchée à Séville, alors que dans d'autres villes, comme Madrid, les troupes fidèles à la république viennent facilement à bout du soulèvement de quelques monarchistes.

Sanjurjo est capturé, condamné à mort, puis gracié... On le retrouvera à la tête de la conspiration de juillet 1936.

Pour l'oligarchie et les généraux, la leçon est claire : l'échec est dû pour une part à un manque d'organisation des putschistes, mais surtout à la capacité de mobilisation, à la détermination du mouvement ouvrier, prêt à répondre par la grève, mais aussi les armes à la main, à toute tentative de coup d'État.

- L'autre option est le fascisme. Mussolini fait des émules, et un certain nombre de dirigeants politiques de la droite réactionnaire se voient bien jouer en Espagne le rôle qu'il joue en Italie. L'un d'entre eux, Gil Robles, constitue un rassemblement des droites, la CEDA (confédération espagnole des droites autonomes) avec pour but explicite de gagner les futures élections, d'accéder ainsi au pouvoir afin d'instaurer un « État fort », à la Mussolini.

Parallèlement, des groupes fascistes se constituent : les JONS (Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista) en décembre 1931, puis, en octobre 1933, à l'initiative de José-Antonio Primo de Rivera, le fils de l'ex-dictateur, la Phalange (Falange Española Tradicionalista). Les deux organisations fusionnent en 1934 pour devenir la Phalange espagnole traditionaliste des Juntas d'offensive national-sindicaliste...

Les caractéristiques du « fascisme » espagnol

La Phalange est considérée comme le parti du fascisme en Espagne. Mais, alors qu'en Italie et en Allemagne, le fascisme s'est appuyé sur un mouvement de masse de la petite bourgeoisie ruinée et radicalisée pour finalement s'imposer à la bourgeoisie comme l'ultime solution pour briser le mouvement ouvrier et éviter une révolution sociale, en Espagne, la situation est différente.

La Phalange n'est pas et ne sera jamais un mouvement de masse de la petite bourgeoisie radicalisée. Il s'agit d'un regroupement paramilitaire de jeunes réactionnaires, issus pour la plupart des milieux aisés, fils à papa, señoritos professant la haine du « rouge » au nom de l'« Espagne éternelle ». En 1933, alors que la CEDA arrive en tête aux élections législatives, la Phalange n'obtient que 1,3 % des voix. Sa spécialité est de faire le coup de feu contre les militants ouvriers les plus radicalisés, qui ne se privent d'ailleurs pas de répondre.

Au début de l'année 1936, après l'accession au pouvoir du gouvernement de Front populaire, les phalangistes multiplient leurs coups de main contre le mouvement ouvrier, avant de se joindre, dès le début de la guerre civile, aux armées des généraux insurgés. En avril 1937, Franco, qui entend être seul maître à bord dans le camp fasciste, impose la fusion de la Phalange et des « requetes » carlistes. Il prend la tête de l'ensemble, qui s'appelle toujours « Phalange » et est incorporé aux armées régulières.

Après la guerre, la Phalange devient le parti de Franco au pouvoir, son soutien et son outil politique dans le cadre du « *Movimiento nacional* ». C'est donc dans le cadre de la victoire militaire de Franco, à la suite d'un coup d'État décidé par la bourgeoisie, que ce que l'on appelle « fascisme » en Espagne est arrivé au pouvoir.

Et Franco appliquera le même programme que Mussolini et Hitler, celui que les classes dominantes acculées par la montée révolutionnaire attendent du « fascisme » : détruire de fond en comble le mouvement ouvrier et démocratique. Il le fera tout d'abord dans la zone occupée par les troupes franquistes pendant la guerre civile, puis sur l'ensemble du territoire.

La fin des illusions des classes populaires

On vient de voir comment les classes dominantes ont pris, très vite, la décision de revenir à un État fort, comment elles envisagent de le faire, comment elles s'y préparent.

Une évolution symétrique a lieu dans les classes populaires, au sein desquelles les espoirs suscités par l'avènement de la « *Bella niña* » font très vite long feu.

Le gouvernement a bien lancé le chantier d'une réforme agraire. Mais elle se heurte à la décision de ne pas exproprier les terres : il faut donc que l'État les achète avant de les attribuer aux paysans... Or, vu les sommes affectées à cet effet, il faudra 50 ans pour en venir au terme... C'est dire que la contestation de la paysannerie n'est pas près de s'arrêter.

Et tout est à l'avenant...

C'est bien pourquoi, la CNT-FAI, qui ne se reconnaît pas dans cette république bourgeoise, n'a pas cessé les luttes. Dès le 21 juillet 1931, une grève générale pour les salaires démarre à Séville. L'État y répond par la déclaration de l'état de guerre. Les combats durent une semaine entre grévistes et Garde civile. Ils font 30 morts et 200 blessés.

Grèves et soulèvements libertaires ne multiplient à l'initiative de la FAI, durement réprimés par le gouvernement qui, après le départ des ministres de droite qui ne veulent pas être associés aux mesures contre l'Église, n'est composé que de républicains et de socialistes. Les villages sont pris ; le maire, le curé, les gardes-civils parfois exécutés s'ils résistent. La « commune libertaire » est proclamée, bientôt réprimée dans le sang par les renforts de gardes civils arrivés sur les lieux...

Ce qui s'est passé en janvier 1933 à Casas-Viejas, en Andalousie, donne une idée de la violence des affrontements : lors de la reprise du village par la Garde civile, cette dernière met le feu à une maison dans laquelle se sont retranchés des militants anarchistes : il y a 30 brûlés vifs. Pendant ce temps, un officier fait passer par les armes 13 prisonniers. Il explique que les ordres viennent d'Azaña qui aurait dit « *Tuez les tous, visez au ventre !* ».

Cette répression physique s'accompagne de tout un arsenal de mesures légales - loi de défense de la république, loi de l'ordre social,...- qui, sous prétexte de défendre la république contre ses ennemis de droite, visent surtout les militants ouvriers, anarchistes ou autres, qui refusent de plier l'échine et se retrouvent en prison.

Décembre 1933 : la fin de la « Bella niña »

Les contradictions auxquelles est soumis le gouvernement ne pouvaient que générer une crise politique profonde au sein de ce dernier. Prieto et Largo Caballero sont soumis à la pression de leur base qui mesure à quel point la république est non seulement incapable d'apporter de véritables réponses aux questions sociales et démocratiques, mais réprime à tour de bras le mouvement ouvrier. Cela les pousse à se séparer des républicains d'Azaña. Zamora, le président de la république issu des milieux monarchistes, pousse à cette division.

En avril 1933, les républicains, lâchés par les socialistes, perdent les municipales. En octobre, Zamora dissout les Cortes. Socialistes et républicains vont séparément aux élections législatives de novembre. La droite regroupée dans la CEDA l'emporte. La CNT-FAI a fait campagne pour l'abstention, qui s'élève à 32,5 % (40% à Barcelone, 45% à Séville).

La « *Bella niña* » passe la main à la droite réactionnaire.

1934-1936 : la république du « *bienio negro* »

Les trois années qui viennent de s'écouler ont montré à quel point la République, pouvoir « démocratique » au service de la bourgeoisie, était incapable de remplir la fonction que cette dernière lui avait attribué. La démocratie s'est avérée impossible. Mais cela ne veut pas dire pour autant que le moment soit venu pour que la bourgeoisie puisse instaurer le pouvoir fort dont elle rêve. L'échec de la tentative de Sanjurjo de 1932 est toujours présent dans les esprits...

Le gouvernement Lerro

C'est bien pour cela que le président de la république, Zamora, refuse d'accéder à la demande de Gil Robles, qui, fort de la victoire de la CEDA, demande à diriger le gouvernement. Zamora confie la présidence du gouvernement à un homme politique de droite, mais non membre de la CEDA, Lerro. Et il n'y a aucun ministre de la CEDA dans son gouvernement.

Cela n'empêche pas le gouvernement Lerro de revenir sur tous les acquis de la période précédente : réforme agraire stoppée, restitution à l'Église de ses prérogatives, accompagnée de compensations financières exorbitantes, remise en cause des statuts d'autonomie accordés par la République à la Catalogne et au Pays basque... Une période de réaction, parfois sanglante, commence pour la population espagnole : deux « années noires », le « *bienio negro* ».

Mais, pour la bourgeoisie, le rapport de force social ne permet pas de franchir le pas vers « l'État fort » qu'elle attend. Elle craint d'autant plus les réactions populaires que l'arrivée au pouvoir d'Hitler en janvier 1933, la destruction massive du mouvement ouvrier qu'il a immédiatement engagé, n'a pu qu'augmenter la détermination des masses espagnoles et du mouvement ouvrier à s'opposer à toute tentative fasciste en Espagne.

La situation du mouvement ouvrier fin 1933

Avant d'aborder cette période, il faut faire un point sur la situation du mouvement ouvrier à l'issue de cette période :

La CNT-FAI : exsangue et divisée.

Pour le mouvement libertaire, les affrontements avec le pouvoir se sont traduits par la mort de militants, l'emprisonnement de beaucoup d'autres, tout cela sans résultat. Il en résulte une certaine démoralisation dans les rangs militants. Le mouvement se divise :

Il y a ceux, autour des dirigeants de la FAI, qui veulent poursuivre la politique de soulèvements, qu'ils considèrent comme le moyen d'éduquer les masses, le seul chemin vers le communisme libertaire.

D'autres veulent revenir à un syndicalisme classique. C'est le cas pour un groupe de militants catalans, autour d'un dirigeant nommé Pestaña. Ses positions le font exclure de la CNT-FAI. Il constitue alors le Parti syndicaliste.

D'autres enfin évoluent vers les positions des marxistes révolutionnaires, en particulier sur la question du pouvoir et de l'État.

Le PCE : de la « 3^{ème} période » à la « défense de la démocratie »

Fin 1933, le PCE est toujours dans son cours sectaire de la « 3^{ème} période » stalinienne, traitant aussi bien de « sociaux-fascistes » les socialistes qui sont au gouvernement que d'« anarcho-fascistes » les militants de la CNT-FAI, dont les actions putschistes n'auraient d'autre but que de nuire au prolétariat... et au PCE, selon la presse de ce dernier.

Mais l'arrivée du nazisme au pouvoir en Allemagne -dans laquelle la politique sectaire de l'IC stalinienne porte une lourde responsabilité-, la victoire de la CEDA du candidat führer Gil Robles en novembre 33, les événements de février 34 en France font que la position de Staline et de l'IC vont évoluer très vite. Face au danger que représente pour l'URSS l'Allemagne hitlérienne, Staline va se chercher des alliés dans les « démocraties » : la France, la Grande Bretagne...

Sauf que négocier ces alliances suppose que l'on a quelque chose à offrir en échange : héritier usurpateur du prestige de la révolution d'octobre, Staline met dans la balance son influence sur le mouvement ouvrier international. L'Internationale communiste aux ordres va l'utiliser pour mettre un coup d'arrêt à la politique « classe contre classe » de la « 3^{ème} période ». On remballage le mot d'ordre, alors totalement hors-sol, de « *des soviets partout* » pour le remplacer par celui de « *défense de la démocratie contre le fascisme* ».

C'est un virage important : « défendre la démocratie » veut clairement dire demander à la classe ouvrière de mettre l'arme au pied devant les États impérialistes français et anglais au moment même où, en Espagne comme en France, la question du pouvoir est posée, la révolution sociale est à l'ordre du jour. Félix Morrow, militant trotskyste, écrit : « *Le « socialisme dans un seul pays » révélait sa véritable signification : « le socialisme nulle part ailleurs »* ». (*Révolution et contre révolution en Espagne - 1936-1938*)

L'avertissement de Trotsky cité plus haut prend un sens concret. Et si la politique stalinienne qui a désarmé les révolutions allemandes de 1923 et chinoise de 1925-27 pouvait être qualifiée d'« erreur », il s'agit maintenant d'une véritable trahison du mouvement ouvrier : pour sauver les intérêts de sa caste au pouvoir en URSS, Staline n'hésite pas à s'allier avec la bourgeoisie impérialiste contre le mouvement ouvrier international.

Ce virage de l'IC est officialisé à son 7^{ème} congrès, en août 1935. En Espagne, la direction du PCE est limogée, remplacée par une nouvelle qui aura pour mission de porter la nouvelle politique, celle qui conduira à la constitution des pactes électoraux de « front populaire » entre les partis ouvriers et certains partis de la bourgeoisie, réputés « démocratiques ». On trouve dans cette nouvelle direction Dolores Ibárruri, la fameuse *Pasionaria* que l'on nous montre exhortant au combat les troupes « antifascistes » au cri de « ¡j no pasarán ! ». Mais ils passèrent... Et c'est bien le résultat du rôle contre-révolutionnaire que joua le PCE, et avec lui la *Pasionaria*, dès les débuts de la guerre civile.

Le virage à gauche du PSOE, de l'UGT et des Jeunesses socialistes

Le PSOE sort très divisé de cette période où il partageait le pouvoir avec les républicains. Dans les sommets du parti, derrière Prieto, un courant réformiste persiste et signe, justifie la politique menée au gouvernement, milite à la reconstitution d'un accord entre socialistes et républicains pour une prochaine mandature..

Mais dans les rangs militants, dans la Jeunesse socialiste, dans l'UGT, on tire les bilans : la participation au gouvernement de la république s'est avérée une catastrophe. Non seulement aucune des revendications essentielles n'est satisfaite, mais la défense des intérêts des classes possédantes s'est traduite par la répression contre le mouvement ouvrier. On en tire la conclusion que les communistes révolutionnaires ont raison, que seule une révolution sociale permettrait en Espagne de répondre à l'urgence sociale et démocratique. On parle de « dictature du prolétariat »...

Ce virage peut paraître étonnant. Mais le PSOE et l'UGT de 1933 n'ont rien à voir avec ce que sont devenus les PS aujourd'hui. En 1933, ce sont de véritables organisations ouvrières. Et, comme on l'a dit plus haut, les idées de la révolution sociale sont dans tous les esprits. Pas étonnant donc que l'échec patent de la solution « réformiste » - à laquelle le PSOE est confronté pour la première fois - conduise des pans entiers du parti, du syndicat et de la jeunesse à se tourner, sincèrement, réellement, vers la solution « révolutionnaire ».

Plus surprenant est le fait que Largo Caballero, ancien conseiller de Primo de Rivera, ministre du Travail du gouvernement qui vient de tomber, suive le même chemin, se mette à lire Lénine, à parler lui aussi de « dictature du prolétariat », de « révolution sociale ». Mais le fait est qu'il devient un des leaders de ce virage à gauche radical du PS et de l'UGT. Il hérite même du titre de « *Lénine espagnol* »...

Les communistes révolutionnaires et le front unique

La Fédération communiste Catalogne-Baléare de Maurín, suivant le penchant « localiste » qu'il a manifesté dès sa création, fusionne en mai 1931 avec diverses autres petits organisations non communistes pour constituer le BOC (Bloco Obrero y Campecino, Bloc Ouvrier et Paysan).

Parallèlement, l'Opposition de gauche trotskyste de Nín et Andrade a pris, en 1932, le nom d'*Izquierda comunista* (Gauche communiste). Le mouvement trotskyste lui-même change de stratégie. Jusqu'à l'arrivée d'Hitler au pouvoir, dans laquelle la politique sectaire de Staline porte une immense responsabilité, l'Opposition de gauche se considérait, malgré son exclusion, comme une fraction du mouvement communiste « officiel ». Désormais, pour Trotsky, une ligne rouge a été franchie. La 3^{ème} Internationale est devenue un danger mortel pour le mouvement ouvrier, ce que confirmera son virage vers la « défense de la démocratie » : il faut militer pour une nouvelle internationale, la 4^{ème}.

La stratégie politique que défendent les trotskystes est celle du front unique, la constitution d'alliances entre organisations ouvrières, sur des objectifs particuliers. En Espagne, l'objectif est clair : c'est le front unique contre le fascisme et pour la révolution sociale, les deux étant indissociables.

Ce mot d'ordre, porté par la Gauche communiste de Nín rejointe par le BOC de Maurín va trouver une concrétisation dans l'Alliance ouvrière.

L'Alliance ouvrière

Cette Alliance ouvrière se constitue en décembre 1933 en Catalogne à l'initiative des organisations de Nín et Maurín, auxquelles se joignent la gauche radicalisée du PSOE et de l'UGT, la Jeunesse socialiste, le Parti syndicaliste de Pestaña.

Elle s'étend ensuite à Madrid, à Valence et dans la région minière des Asturies.

Le PCE, toujours dans sa phase sectaire, refuse dans un premier temps d'y participer. Il la rejoindra cependant en septembre 1934.

Pour la CNT-FAI, il n'est pas question de faire une alliance avec les socialistes qui hier encore étaient au pouvoir et réprimaient le mouvement social. Elle refuse donc de rejoindre l'Alliance ouvrière, sauf dans les Asturies, où la direction locale de la CNT-FAI décide de passer outre à l'interdiction que lui fait la direction nationale et signe un accord avec l'UGT des Asturies en mars 1934.

Un des dirigeants de la CNT asturienne explique : « La réalité du péril fasciste en Espagne a posé sérieusement le problème de l'unification du prolétariat révolutionnaire en vue d'une action d'une portée plus grande et plus radicale que celle qui se limite à des fins purement défensives. L'unique politique actuellement possible se réduisant aux seules formules antithétiques de fascisme ou révolution sociale... il est indispensable que les forces ouvrières construisent un front de granit » (publié dans le journal anarchiste La Terra en février 1934).

Cela résume clairement les bases politiques de la constitution de l'Alliance ouvrière : « *front de granit* » de la classe ouvrière « *contre le fascisme et pour la révolution sociale* ». Le fait que ce soit dit par un dirigeant de la CNT, le fait aussi que ce soit formulé ainsi dans les accords constituant l'Alliance ouvrière montre à quel point la formule « *fascisme ou révolution sociale* » n'était pas une formule propagandiste portée par une poignée de trotskystes, mais bien dans la conscience de toute une partie du mouvement ouvrier espagnol.

Octobre 34

Ainsi constituée, l'Alliance ouvrière ne va pas tarder à être confrontée à la droite réactionnaire au pouvoir de la république.

Le 1^{er} octobre 1934, Zamora et Lerrox décident de prendre trois membres de la CEDA (mais pas Gil Robles) dans le gouvernement. L'UGT et l'Alliance ouvrière ripostent en appelant à la grève générale. Mais le mot d'ordre ne sera suivi que dans quelques rares villes.

A Barcelone, et bien que la CNT majoritaire dans la région n'appelle pas au mouvement, la grève générale démarre et est relativement bien suivie. Mais, pris entre l'UGT qui appelle et la CNT qui n'appelle pas et semble soutenir le gouvernement, le mouvement s'arrête très vite, faute de perspectives politiques.

A Madrid, où l'UGT est largement majoritaire, les travailleurs envahissent les rues, demandant des armes. Mais le PSOE et l'UGT entendent bien garder le mouvement dans une attitude « protestataire ». Le mouvement finit pas s'éteindre.

La situation est différente dans les Asturies. Là, le mouvement ouvrier unifié dans l'Alliance ouvrière organise des comités révolutionnaires, prépare l'insurrection. Dès le 5 octobre, les mineurs en armes occupent les villages et les villes. La capitale de la région, Oviedo, est prise. Les travailleurs organisent la vie sociale et économique : la « commune des Asturies » vient de commencer.

Mais elle est isolée, et le gouvernement a les mains-libres pour organiser la répression. Il envoie en renfort de la Garde civile locale des détachements de la légion espagnole et des troupes maures, le tout placé sous la supervision du général Franco. Les mineurs résistent pied à pied, à la dynamite quand ils n'ont pas d'autres armes. Les troupes du gouvernement mettront jusqu'au 18 octobre pour en venir à bout. Elles font 3000 tués, 7000 blessés, 30 000 emprisonnés.

Une vague de répression s'étend à toute l'Espagne, frappant les initiateurs de l'Alliance ouvrière, dont certains sont emprisonnés.

Bilan de l'Alliance ouvrière

L'échec de la commune des Asturies tient bien sûr au fait qu'elle était isolée, ce qui a permis au gouvernement de concentrer sur elle la répression tandis que le reste du mouvement ouvrier espagnol restait l'arme au pied.

Il donne aussi la mesure des limites de l'Alliance ouvrière, qui, malgré le progrès qu'elle constitue, s'est avérée incapable de surmonter la division du mouvement ouvrier.

Pour Trotsky, qui analyse ainsi la situation, cela ne fait que confirmer la nécessité de poursuivre le travail de constitution du front unique. La répression de la commune des Asturies est certes sévère et dramatique, mais l'essentiel de la classe ouvrière espagnole a gardé ses forces, les organisations sont intactes, malgré les emprisonnements. Il faut tirer les leçons de la défaite et agir pour résoudre les questions qui sont posées :

- la question de l'unité ouvrière,
- la question d'une direction révolutionnaire pour le mouvement.

Le seul chemin possible dans ce sens est la poursuite de la politique de front unique. Cette politique répond aux aspirations profondes des masses, et s'impose de ce fait à toutes les organisations, y compris le PS. Mais les déclarations de principe ne suffisent pas, et il faut qu'à travers la construction de cette unité se structure une orientation et une direction politique capable de répondre à la problématique posée plus haut : fascisme ou révolution sociale...

L'urgence de la bataille pour la constitution d'une direction révolutionnaire

C'est pourquoi la bataille au sein du mouvement ouvrier pour la construction de l'unité d'action est indissociable de la bataille pour en prendre la direction. Une direction démocratique, s'entend, qui ne sera acceptée des masses que de la part des militants et des partis qui auront su leur montrer leur détermination, leur clairvoyance, la justesse de leurs idées politiques à travers le déroulement de la lutte des classes.

Pour Trotsky, une telle tâche incombe naturellement à l'Izquierda comunista de Nín. Mais celle-ci n'est qu'un petit groupe sans liens suffisants avec le mouvement ouvrier, même si ses dirigeants, comme Nín, sont connus, appréciés et influents, comme l'a montré la constitution de l'Alliance ouvrière.

La situation au sein du parti socialiste espagnol offre à l'Izquierda comunista une occasion de ne pas rester isolée. En décembre 1933, des discussions ont eu lieu avec les Jeunesses socialistes sur la 4^{ème} Internationale. Une déclaration des JS de Madrid invite les trotskistes à les rejoindre, leurs dirigeants y étant considérés comme les « *meilleurs marxistes d'Espagne* »...

C'est pourquoi, dès juillet 1934, Trotsky propose aux trotskistes espagnols de négocier avec Largo Caballero leur entrée au PSOE. Ce serait l'occasion de développer leur influence tout en apportant à des milliers de jeunes militants socialistes qui se posent sans arrière-pensée la question de la révolution les réponses politiques dont ils ont besoin ; une façon aussi de les armer contre des gens comme Caballero dont les prises de position récentes, aussi sincères soit-elles, n'en font pas pour autant un dirigeant révolutionnaire très fiable...

La réponse des trotskistes espagnols arrive en septembre : c'est non. Ils pensent que les positions de la gauche du PSOE sont « circonstancielles » et que les militants socialistes retourneront à leur réformisme à la première occasion.

Personne ne peut dire bien évidemment ce qui se serait passé si Nín et Andrade avaient choisi de suivre les conseils de Trotsky. Par contre, la suite est connue :

- L'évolution des jeunesses socialistes ne les ramène pas vers le réformisme, mais à fusionner en avril 1936 avec les jeunesses communistes, pour former la JSU, jeunesse socialiste unifiée. Elle se retrouvera ainsi sous l'influence de l'Internationale communistes stalinienne, dans les rangs de la contre-révolution républicaine...

- Entre temps, en octobre 1935, Nín et Andrade ont choisi une autre façon de sortir de leur isolement. Ils décident de fusionner avec le BOC de Maurín contre lequel ils n'avaient pourtant cessé de mener le combat politique, en particulier contre les côtés « catalanistes » du mouvement et contre un programme s'éloignant par trop du programme marxiste révolutionnaire.

Le POUM

La fusion donne le POUM, Partido Obrero de Unificación Marxista. C'est, dès sa création, une organisation de 8000 militants, implantée dans la classe ouvrière, surtout en Catalogne. Il a des dirigeants connus et appréciés du mouvement ouvrier. Dans ses textes, il se situe sur le terrain du communisme révolutionnaire, sous le drapeau de « *Lénine et de Trotsky* », même si, à l'instar de Maurín, il se défend d'être « trotskiste »...

Trotsky rompt avec Nín. Mais il va continuer, par sa correspondance avec la poignée de militants trotskystes qui continuent le combat de l'opposition de gauche et de la 4^{ème} internationale en Espagne, à tenter de peser sur l'évolution de la situation, à tenter d'influencer la politique du POUM.

Du front unique au pacte électoral de front populaire

Ces évolutions politiques font partie d'un mouvement plus général qui voit en même temps :

- l'affaiblissement de l'Alliance ouvrière, regroupement de combat contre la bourgeoisie et son bras armé fasciste, qui se dissout peu à peu ;
- la marche des directions de organisations ouvrières, politiques et syndicales, vers un pacte électoral avec certains partis républicains bourgeois, dont la Gauche républicaine d'Azaña, suivant en cela le virage à 180° réalisé par l'IC stalinienne vers la politique de front populaire.

Ce pacte électoral se constitue en 15 janvier 1936, suite à la dissolution des Cortes, le 7 janvier, par le président de la république Zamora. Il comprend trois partis bourgeois (Gauche républicaine d'Azaña, Union républicaine de Barrio et Esquerra catalane de Companys), le PSOE, le PCE, l'UGT, les JS, le Parti syndicaliste et le POUM.

Nín justifie la participation du POUM au nom du fait que ne pas participer à ce regroupement, au moins le temps des élections, serait se couper des masses...

Trotsky réagit en écrivant : « *la technique électorale ne peut justifier la politique de trahison que constitue le lancement d'un programme commun avec la bourgeoisie* ».

Car il s'agit bien d'un programme « bourgeois », se contentant de reprendre celui du gouvernement républicain de 1931, avec le retour des mesures remises en cause par le gouvernement de droite, relance de la réforme agraire, retour à l'autonomie pour le Pays basque et la Catalogne...

Mais s'y ajoute la promesse de libérer les dizaines de milliers de militants en prison, dont les 30 000 mineurs des Asturies. Et c'est ce qui explique la victoire de la coalition aux élections du 16 février, à laquelle ont certainement contribué beaucoup de militants anarchistes, la CNT n'ayant pas appelé comme à son habitude à l'abstention, du fait de la promesse de libération des prisonniers politiques.

Février - juillet 1936 : l'Espagne du « frente popular »

Faute d'un rapport de force qui leur aurait permis de remplacer la république par un « pouvoir fort », minée par des scandales financiers qui touchent Lerroux lui-même, les partis réactionnaires de l'oligarchie financière quittent le pouvoir suite aux élections aux Cortes qui donne la victoire au pacte électoral qui prendra par la suite le nom de « frente popular ».

L'exécutif de la république, sans les socialistes

Le nouveau gouvernement qui s'installe est placé sous la présidence d'Azaña, le monarchiste Zamora étant toujours président de la république. La gauche socialiste de Largo Caballero s'oppose à toute participation de ministres socialistes dans un gouvernement qu'il caractérise, à juste titre, de « bourgeois », mais à qui il affirme par ailleurs son soutien... Fort également du soutien du PCE tout à sa politique de « défense de la démocratie », le gouvernement s'attelle à mettre en œuvre les mesures d'urgence de son programme...

Dès le début des travaux des nouvelles Cortes à majorité « front populaire », le président Zamora est destitué, et c'est Azaña qui prend sa place, lui même remplacé à la tête du gouvernement par un républicain nommé Quiroja.

Le peuple prend l'initiative

Mais en fait, le gouvernement suit plus qu'il ne précède les initiatives des masses, qui ont bien retenu les leçons des débuts de la république. Elles n'ont pas attendu les décrets de libération des prisonniers politiques pour ouvrir les prisons. Mieux, elles imposent aux patrons de reprendre dans leurs entreprises les prisonniers libérés. Dans les campagnes, des paysans prennent les terres. A Madrid, les employés du tramway décident de les faire tourner à leur compte. Le premier juin, à Madrid, les travailleurs du bâtiment se mettent en grève à l'appel de la CNT et de l'UGT. Le gouvernement impose au patronat de lâcher des augmentations de salaire. Le mouvement se divise, l'UGT appelant à la reprise, la CNT à la poursuite... Des affrontements ont lieu entre militants...

Le pouvoir de la république se retrouve, une fois de plus, incapable de faire face aux contradictions qui minent la société espagnole. Et ces contradictions n'ont fait qu'empirer depuis la proclamation de la république en avril 1931.

Le climat de guerre civile

C'est de fait un climat de guerre civile qui s'installe. Il y a des morts tous les jours dans les affrontements entre les bandes fascistes et les organisations ouvrières armées, dont la Jeunesse socialiste. Début juillet, un instructeur militaire de cette dernière, officier dans les Gardes d'assaut, est abattu par un groupe fasciste dont le dirigeant est un homme politique connu pour son admiration pour Mussolini, Calvo Sotello. Des gardes d'assaut amis de l'officier abattu se rendent au petit matin chez Calvo Sotello, l'embarquent et l'exécutent...

Le coup d'État militaire à l'ordre du jour

Pour l'oligarchie, la situation est devenue insupportable. Non seulement le pouvoir républicain, qu'il soit de gauche ou de droite, s'avère incapable d'assurer le minimum d'ordre social permettant à la bourgeoisie de faire ses affaires, mais la révolution sociale n'a jamais constitué une menace aussi grande. Il y a urgence à passer à l'acte.

L'assassinat de Calvo Sotelo est le signal déclencheur du coup d'État militaire à laquelle la bourgeoisie se prépare quasi-ouvertement depuis des mois avec une partie de l'État major, sous la direction des généraux Sanjurjo, Mola, Franco et quelques autres.

17-20 juillet : Insurrection militaire et riposte populaire

L'insurrection commence le 17 juillet au Maroc où l'armée espagnole est en terrain conquis. Le contrôle du Maroc établi, les généraux commandant les garnisons de diverses villes d'Espagne se « prononcent » pour l'insurrection.

La préparation du soulèvement militaire était de notoriété publique, ses organisateurs connus du gouvernement. Pourtant, celui-ci s'est bien gardé de les destituer, se contentant de les éloigner. Lorsque le coup d'État commence, le 17 juillet et les jours suivants, le gouvernement commence tout d'abord à nier, puis prétend que la situation est sous contrôle, soutenu dans ce sens par des déclarations du PS et du PC. Aussi bien le gouvernement central de Madrid que celui de Catalogne refuse de donner des armes aux ouvriers, comme le demande Largo Caballero. Et lorsqu'il n'est plus possible de nier l'évidence, le 19 juillet au matin, le gouvernement Quiroja démissionne...

Ce déni de la réalité par le gouvernement républicain ne peut pas s'expliquer par l'inconscience ou l'incompétence.

Il tire ses explications de la nature de classe de cette république, qui se veut, par toutes ses déclarations et ses actes, le pouvoir politique de la bourgeoisie espagnole. Or le déclenchement du coup d'État militaire montre bien à tous les politiciens républicains que la bourgeoisie a choisi une autre option politique, et, en laquais fidèles, ils s'y soumettent...

Les partis ouvriers et les syndicats, les travailleurs et les paysans ne peuvent l'entendre ainsi. Le coup d'État militaire, c'est l'instauration en Espagne du programme du fascisme, l'enfermement, la torture, la mort annoncée pour d'innombrables militants. Devant l'inertie du gouvernement, la CNT et l'UGT appellent à la grève générale. Dans plusieurs villes, les ouvriers se mobilisent, descendent dans la rue, font face à la rébellion militaire.

A Barcelone, ils attaquent les casernes, d'abord à main nue, prennent des armes où ils le peuvent, gagnent certaines troupes à leur cause, et finissent par l'emporter. Et c'est le cas dans bien d'autres villes, comme Madrid, Valence...

D'autres, celles où les militants ouvriers se laissent bernier par de fausses promesses des militaires, tombent aux mains des militaires insurgés. C'est le cas à Séville, à Oviedo, Saragosse...

Le bilan au soir du 20 février est que le coup d'État a échoué, non pas devant les troupes de la république, dont on a l'impression qu'elle a disparu aussi bien à Madrid que Barcelone, mais devant la riposte populaire. Les généraux n'ont réussi à établir leur contrôle que sur un tiers du territoire. La marine de guerre, dont les officiers étaient de la conspiration, est entre les mains des matelots qui se sont mutinés...

Guerre civile et révolution

La guerre civile

Avec l'échec des généraux devant la riposte populaire, l'Espagne se trouve divisée en deux camps, fascistes contre « antifascistes », dans une guerre civile qui va durer presque trois ans.

Dans le camp des fascistes, la légion et les troupes maures, assistées de la Phalange et des requetes, mettent en œuvre le programme fasciste et font régner la terreur. Les militaires reçoivent une aide massive et immédiate de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. Ce sont par exemple des avions fournis par Hitler qui assurent le transport en Espagne des troupes venant du Maroc, en remplacement de la marine qui s'en trouve empêchée par la mutinerie des marins...

Dans le camp opposé, la guerre civile est portée par des milices ouvrières constituées dans le fil de l'action par les organisations ouvrières lors du combat contre la rébellion militaire et dans lesquelles se sont plus ou moins dissoutes les troupes de l'armée ou de la police restées fidèles à la république. Ces milices sont mal armées, manquent d'entraînement. La carence d'un commandement centralisé face aux armées des généraux se fait également sentir. Et alors que Franco à tout de suite trouvé l'appui d'Hitler et Mussolini, la république ne recevra aucune aide de la part des « démocraties ». Même la France de Blum et du Front populaire refusera de livrer des armes à la république espagnole, et se contentera de promouvoir un plan de « non intervention ». Quant au rôle de Staline, dont l'aide ne commence qu'en octobre, on reviendra plus loin sur sa réalité et ses conséquences.

La révolution sociale a éclaté - réalité...

Le principal atout du camp « antifasciste » réside dans le fait que le coup d'État des militaires a déclenché cette révolution sociale qui couvait depuis des années. L'alternative « révolution sociale ou fascisme » apparaît concrètement, mettant brutalement face à face les militaires au service de la bourgeoisie et la classe ouvrière en armes, s'organisant pour le combat, mais aussi pour prendre le contrôle de la société.

C'est surtout à Barcelone que la révolution prend son vrai visage. Des travailleurs armés assurent la sécurité dans la ville à la place de la vieille police d'État. Des comités prennent en charge l'approvisionnement de la ville en moyens de subsistance. Les entreprises tournent, prises en main par les ouvriers. Les milices de Barcelone ont par ailleurs libéré l'Aragon voisin des troupes fascistes, aidant les paysans à prendre les terres, à s'organiser...

... et faiblesses

Mais cette révolution bien réelle, dans laquelle les travailleurs mettent toute leur initiative et leur dévouement, souffre aussi de nombreuses faiblesses, dont on ne peut citer que quelques unes :

- il y a la question des banques, qui sont laissées entre les mains des capitaux privés et non socialisées au sein d'un organisme bancaire central placé sous le contrôle de la population : cela s'avèrera une arme terrible aux mains des capitalistes dans la contre-révolution, puisque ce sont elles qui décideront d'accorder ou pas les capitaux nécessaires aux entreprises détenues par leurs ouvriers, gardant ainsi le contrôle sur l'organisation de la production.

- il y a la question de la centralisation et de la planification de la production sans lesquelles le contrôle des entreprises par leurs travailleurs, l'autogestion qu'ils mettent en place, reste impuissant, source de gaspillage et d'inefficacité au moment même où la guerre civile exige au contraire le maximum d'efficacité.

- il y a la question de la démocratie. Beaucoup de « comités » qui se sont constitués au cours des événements pour répondre aux besoins d'organisation, sont en fait bien plus des délégations des organisations politiques et syndicales que l'émanation d'assemblées populaires qui auraient pu les élire. Il n'y a pas de véritable démocratie directe, de « soviets » dans lesquels auraient pu se débattre démocratiquement, en associant le plus largement possible les travailleurs, les questions pratiques et politiques de la révolution.

- il y a enfin la question cruciale du pouvoir, de l'État.

La question du pouvoir

La question de qui dirige la société est au cœur de la révolution sociale. Elle se pose en termes de classe : pouvoir des travailleurs contre pouvoir de la bourgeoisie. Dès le 20 juillet, la situation dans le camp « antifasciste » est clairement celle d'un double pouvoir qui fait cohabiter les lambeaux de la république, pouvoir bourgeois, et le pouvoir des travailleurs en train de se constituer un peu partout à travers la nécessité de faire face à la crise.

A Barcelone, un pouvoir central de la révolution s'est constitué, sous le nom de Comité central des milices. Sous d'autres noms, sous des formes diverses, le même phénomène se rencontre dans les autres zones tenues par la révolution.

La vie ou la mort de la révolution se joue en fait à travers la façon dont cette situation de double pouvoir va évoluer. Il n'y a pas d'arrangement possible : soit le pouvoir de bourgeoisie l'emporte, et c'est la victoire de la contre-révolution, soit c'est celui des travailleurs qui l'emporte, et c'est la victoire de la révolution.

Mais pour que le camp de la révolution l'emporte, encore faut-il qu'il existe des militants, des partis conscients du fait qu'il n'y a pas d'autre issue à cette situation de double pouvoir que dans le renversement définitif du pouvoir bourgeois, sa destruction totale et définitive. Il faut aussi que ces partis soient en situation politique de diriger les masses, qu'ils soient reconnus par celles-ci comme une direction.

Le drame de la révolution espagnole dans les premiers jours de la révolution, c'est que les deux organisations révolutionnaires, la CNT et le POUM, s'avèreront incapables de faire face à cette exigence.

La CNT désarmée face à la question du pouvoir

La CNT se trouve confrontée à une situation qui ne fait pas partie de sa conception de la révolution, de l'État. Désarmée théoriquement, elle va refuser d'assumer le pouvoir que lui donnent les circonstances. En Catalogne, le président Companys reçoit les dirigeants anarchistes et leur dit quelque chose comme : « *je ne représente plus rien, à vous d'assumer le pouvoir. Si je puis être utile à quelque chose contre le fascisme, je suis à votre disposition...* ». Les anarchistes refusent le pouvoir qui leur est ainsi remis, disant en substance à Companys, « *mais non, mais non, gardez votre poste, on va travailler ensemble* »... Plus tard, on trouvera des ministres anarchistes dans le gouvernement de la république. Ce sont ces mêmes ministres qui viendront demander aux insurgés de Barcelone, en mai 1937, de rendre les armes devant la provocation des stalinien... et qui continueront à siéger bien après que le POUM soit liquidé. Trotsky écrit : « *Aucun sophisme ne fera disparaître de l'histoire le fait que l'anarchisme et le stalinisme se sont trouvés du même côté de la barricade, les masses révolutionnaires et les marxistes de l'autre.* »

La politique du POUM

Le POUM était théoriquement armé pour comprendre les enjeux de la situation de double pouvoir. Mais cela ne se traduira hélas pas dans les faits. D'une part parce que son influence politique est bien moins importante que celle de la CNT. Mais aussi parce que, de la même façon que la Gauche communiste avait refusé d'aller mener la bataille pour gagner de l'influence dans le PS, le POUM ne mènera pas la bataille dans les rangs socialistes et anarchistes pour y défendre les idées qui auraient pu assurer la victoire de la révolution. Bien au contraire, on retrouvera, fin 1936, Nín comme ministre de la justice du gouvernement de Barcelone...

Le terrain laissé libre à la reconstruction du pouvoir bourgeois

Du coup, la république va pouvoir petit à petit reconstituer son pouvoir, même si elle n'est, comme le dit Trotsky, que la république de l'« ombre de la bourgeoisie ». Et ce ne sont pas, de fait, les partis bourgeois républicains (qui ne représentent plus aucune bourgeoisie puisque l'essentiel de celle-ci est derrière Franco), mais le PCE, instrument de la politique de Staline, et agissant de ce fait au service de la bourgeoisie internationale, de la « démocratie » anglaise et française, qui prendra la tête de l'offensive contre-révolutionnaire pour reconstituer le pouvoir d'État.

Dans cette reconstruction, la gauche du PSOE, réticente au départ, finira par se rendre complice de cette politique qui, au nom de la « défense de la république », voulait en finir avec la révolution, briser le pouvoir naissant du prolétariat.

La contre-révolution républicaine en marche...

L'opération n'était pas si simple et va durer plusieurs mois.

Une des premières manœuvres va consister à confier, en septembre 1936, le gouvernement au « *Lénine espagnol* », Largo Caballero. C'était, de sa part, accepter d'utiliser l'influence qu'il avait gagné auprès des travailleurs et des militants avec le virage à gauche du PSOE, pour faire passer tout un tas de mesures destinées en réalité à restaurer le pouvoir d'État, en les faisant passer pour des mesures prises dans l'intérêt de la lutte « antifasciste ».

Cela va se traduire dans les faits, entre autres, par une série de décrets qui, au nom des exigences de la lutte contre le fascisme, redonnent à des organismes d'État le contrôle sur des services gérés par des comités de travailleurs. Tous ces décrets se terminaient par une menace claire : toute personne, toute organisation qui ne se plierait pas à ces décrets serait considérée comme fasciste et traitée comme telle. C'était menacer de mort tous ceux qui s'opposeraient à ces décrets qui organisaient, pierre à pierre, la démolition des organes de pouvoir ouvrier pour restaurer le pouvoir de la république.

Tout cela s'accompagne d'une propagande « antifasciste » dirigée contre les militants du POUM, taxés de « trotskysme » et ceux de la CNT, réputés « incontrôlables ».

Parmi les axes de cette propagande :

- la réelle nécessité d'un commandement militaire centralisé se traduit par l'exigence que les milices du POUM et de la CNT s'intègrent dans l'armée officielle, dans laquelle ont été reconstitués les grades, le salut militaire et qui est soumise au commandement de spécialistes venus d'URSS. Ceux qui s'y opposent sont privés d'armes, lancés au combat sans protection d'artillerie et d'aviation... Voir *Land and Freedom*, de Ken Loach...

- avec le mot d'ordre « *toute les armes pour le front* », ce sont les patrouilles d'ouvriers armés qui assurent la sécurité à l'arrière qui sont détruites pour être remplacées par la police d'État : gardes civils, gardes d'assaut et carabiniers refont leur apparition massive dans les rues... nantis à profusion des armes les plus modernes.

- les entreprises sont peu à peu reprises aux travailleurs, restituées à leurs patrons, sous le prétexte que si l'on veut obtenir l'aide des démocraties, il faut en finir avec la révolution, montrer que ce que l'on veut, en Espagne républicaine, c'est uniquement sauver la démocratie contre le fascisme... Les communautés agricoles sont détruites.

- les militants du POUM, traités de « trotskystes », sont à ce titre assimilés à des fascistes, alors que vient de se dérouler en URSS le premier procès de Moscou qui marque la liquidation des vieux bolcheviks (Zinoviev et Kamenev sont exécutés, Trotsky, en exil, est condamné à mort)...

Fin novembre 1936, sous la pression du PSUC (PC catalan), Nín est écarté du gouvernement de Catalogne...

Le PCE est aidé dans cette propagande par l'autorité qu'il retire de l'aide militaire de l'URSS et de la présence sur le terrain des Brigades Internationales organisées par l'IC. Il va passer en quelques mois de quelques 30 000 adhérents à plus d'un million. Il n'hésite pas, pour se construire une base sociale, à recruter dans les milieux petits bourgeois et réactionnaires de la zone républicaine, qui n'attendent qu'une chose : la fin de la révolution.

Il utilise par ailleurs les pires des méthodes staliniennes, n'hésitant pas à emprisonner dans des prisons secrètes les militants révolutionnaires dont il souhaite se débarrasser. Il a constitué sa propre police politique, à l'image du NKVD soviétique, le SIM (Servicio de investigacion militar).

La Pravda écrit : « *En Espagne, la liquidation des trotskystes et des anarchistes a commencé. Elle sera menée avec la même détermination qu'en Union soviétique* ».

Mais les révolutionnaires résistent, s'opposent aux reculs, s'organisent pour défendre la révolution contre les attaques contre-révolutionnaires stalinienne.

Ceux-ci passent à l'offensive à Barcelone, en organisant une provocation : reprendre aux militants de la CNT et de l'UGT qui le contrôlent, la Telefonica, le central téléphonique.

L'opération est déclenchée le 3 mai. Des camions de gardes civils débarquent devant la Telefonica et désarment les miliciens de la CNT, surpris, qui sont au rez-de-chaussée. Ceux qui sont au premier étage installent une mitrailleuse et ripostent. A la nouvelle de l'attaque de la Telefonica, les travailleurs de Barcelone descendent dans la rue, dressent des barricades. Des colonnes anarchistes et du POUM quittent le front pour venir secourir leurs frères contre l'offensive stalinienne. Mais les combats n'auront pas lieu : le gouvernement envoie sur place ses deux ministres anarchistes, Garcia Oliver et Federica Montseny, avec pour mission de calmer les esprits. Ils réussissent à convaincre les travailleurs de laisser le terrain, de démonter les barricades, de retourner au travail, promettant qu'une entente sera trouvée...

En fait d'entente, c'était la liquidation de la dernière occasion pour la révolution de reprendre l'offensive contre la réaction stalinienne. En déposant les armes à la demande des ministres anarchistes, les travailleurs révolutionnaires ont laissé définitivement les mains libres à la contre-révolution.

Les staliniens vont maintenant pouvoir liquider le POUM, qui est interdit, ses dirigeants emprisonnés pour complicité avec les fascistes. Nín disparaît. Les staliniens prétendent qu'il s'est réfugié dans la zone fasciste. On découvre qu'il a été assassiné dans une prison stalinienne...

Épilogue...

Mais liquider la révolution, c'était se condamner à la défaite contre le fascisme, en perdant tout soutien populaire. Et de fait, bataille après bataille, les troupes de Franco l'emportent sur l'armée républicaine. Staline, qui poursuit en URSS la liquidation de la vieille garde bolchevique, prend conscience que la victoire est impossible, que les « démocraties » françaises et anglaises ne viendront jamais à son aide. Militaires soviétiques et Brigades internationales quittent l'Espagne républicaine en octobre 1938. 5 mois plus tard, le 28 mars 1939, Madrid tombe.

En août, le « pacte germano soviétique » est signé entre l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne, un accord qui se traduira par le dépeçage de la Pologne entre les deux gangsters et la déclaration, en septembre, de la 2^{ème} guerre mondiale. La révolution sociale a échoué. En Espagne le fascisme s'installe, le monde entier est plongé dans la barbarie.

La responsabilité des militants révolutionnaires dans la défaite

Les conditions particulières de l'Espagne et de la période faisaient que la République, quelles que soient les politiques menées par ceux qui l'ont dirigée, était impuissante à s'opposer à l'accession au pouvoir des forces réactionnaires. Elles posaient inexorablement, au début des années 30, l'alternative « révolution sociale ou fascisme ». Le PC stalinien, totalement soumis à la politique de Staline et avec son aide, en défendant le mot d'ordre « d'abord sauver la république, pour la révolution on verra plus tard... », s'est fait le maître d'œuvre de la contre-révolution dans le camp « antifasciste », et a fait le lit de la victoire de Franco.

Mais il est indispensable de se poser la question de savoir quelle politique, dans le camp des partis qui défendaient le mot d'ordre « révolution sociale ou fascisme », aurait pu éviter la défaite de leur camp face à la contre révolution « stalino-républicaine », et du même coup, donner une chance à la victoire contre le fascisme.

Cette politique, on ne pouvait pas l'attendre de la CNT-FAI, pour des raisons pour ainsi dire « congénitales », liées à sa conception de la révolution et de l'État. Et l'histoire s'est chargée de montrer clairement comment la direction de la CNT, incapable de comprendre l'enchaînement des événements, s'est finalement retrouvée à participer au gouvernement de la république au moment même où ce dernier liquidait la révolution.

De fait, seul le POUM, qui se définissait comme marxiste-révolutionnaire, se revendiquait de « *Lénine et de Trotsky* », était, du moins en principe, armé politiquement pour mener cette politique. Force est de constater qu'il n'a pas su le faire.

Les raisons en sont certainement multiples, et il serait ridicule et vain de faire ici un procès au POUM. Simplement, il s'agit d'essayer de voir ce qui a pu le rendre impuissant face à la vague contre révolutionnaire.

Trotsky écrit en 1937, dans *Leçons d'Espagne, dernier avertissement* : « Certes, [le POUM] a théoriquement tenté de s'appuyer sur la formule de la révolution permanente (c'est pour cela que les staliniens ont traité les poumistes de trotskistes), mais la révolution ne se contente pas de simples reconnaissances théoriques. Au lieu de mobiliser les masses contre les chefs réformistes, y compris les anarchistes, le P.O.U.M. cherchait à convaincre ces messieurs de l'avantage du socialisme sur le capitalisme. C'est sur ce diapason qu'étaient accordés tous les articles et discours des leaders du P.O.U.M. Pour ne pas se détacher des chefs anarchistes, ils n'organisèrent pas leurs propres cellules dans la C.N.T., et en général n'y firent aucun travail. Éluant les conflits aigus, ils ne menèrent aucun travail dans l'armée républicaine. Au lieu de cela, ils édifièrent leurs « propres syndicats » et leurs « propres milices » qui défendaient leurs propres édifices ou s'occupaient de leurs propres

secteurs du front. En isolant l'avant-garde révolutionnaire de la classe, le P.O.U.M. affaiblissait l'avant-garde et laissait les masses sans direction. »...

Les divers écrits de Trotsky permettent, au fil du temps, de mesurer ce qui, selon lui, aurait pu permettre au POUM, dès sa création, d'assumer son rôle de parti dirigeant dans la révolution : en 1934, refuser d'entrer dans le PSOE, c'était refuser de livrer la bataille pour gagner l'écoute de milliers de militants ouvriers, les influencer, les diriger politiquement, non pas du fait des postes occupés dans les instances de l'organisation, mais à travers le débat démocratique et l'action militante, au contact direct des travailleurs ; dès les premiers mois de la révolution, une multitude de situations auraient permis au POUM de gagner de l'influence sur les masses, aussi bien anarchistes que socialistes, à condition que les débats soient menés largement, entre autres par une presse spécifique, largement diffusée au sein des milices anarchistes et socialistes et en ne craignant pas le conflit que cela créerait inévitablement avec leur dirigeants. Les sujets ne manquaient pas qui auraient permis de construire une véritable opposition à la politique du gouvernement républicain, de regrouper les travailleurs autour d'un programme révolutionnaire qui, en même temps, aurait constitué le meilleur barrage contre le fascisme : mener le combat pour exiger du gouvernement qu'il décrète la nationalisation des terres sur tout le territoire, ce qui aurait été un puissant levier révolutionnaire sur les arrières des troupes franquistes ; exiger la déclaration d'indépendance du Maroc, ce qui aurait sapé les bases arrière de l'armée franquiste ; démonter l'argumentation sur la question de la centralisation du commandement militaire, en opposant à la solution réactionnaire du gouvernement celle d'un commandement révolutionnaire à l'image de l'Armée rouge soviétique, etc., etc..

Cela n'aurait bien évidemment pas évité le conflit avec les staliniens défendant un fantôme de république, mais le rapport de force en aurait certainement été changé du tout au tout. Le faire ne garantissait certainement pas la victoire. Ne pas le faire garantissait la défaite.

Daniel Minvielle

Bibliographie :

Écrits de Trotsky, dont :

- Les tâches des communistes dans la révolution espagnole (1930)
- La révolution espagnole et les dangers qui la menacent (1931)
- Leçons d'Espagne, dernier avertissement (1937)

F. Morrow : Révolution et contre-révolution en Espagne (1936-1938)

Broué et Témime : La révolution et la guerre d'Espagne (1936-1939)

Broué - La révolution espagnole 1931-1939 - (Champs Flammarion - 1973)

On peut trouver tous ces textes sur le site www.marxists.org.

A noter que les éditions *Les bons caractères* ont publié début 2015 une compilation de quatre textes, dont *Révolution et contre révolution en Espagne (1936-1938)* de Félix Morrow (dirigeant du parti trotskiste américain SWP) et *Leçons d'Espagne : dernier avertissement* de Trotsky. Si ajoutent un autre texte de F. Morrow, *La guerre civile en Espagne – Vers le socialisme ou le fascisme ?*, écrit en septembre 1936, et un court article de Trotsky *La tragédie de l'Espagne (la chute de Barcelone)*, écrit en février 1939 alors que la chute de la Catalogne et de Barcelone annoncent la fin du drame. On y trouve également une définitions des différentes organisations politiques et syndicales en présence et une chronologie des évènements.

A ne pas oublier *Catalogne libre* de George Orwell, que reprend en partie le film *Land and freedom* de Ken Loach